

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Réalisation de l'étude sur la perception de la diversité de la société dans les médias audiovisuels et la perception de ces programmes par les publics

Sommaire

ELEMENTS DE CONTEXTE.....	- 2 -
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE	- 5 -
ARTICLE 2 - PRESTATIONS ATTENDUES	- 7 -
ARTICLE 3 - LIVRABLES ET DELAIS	- 10 -
ARTICLE 4 - LISTE DES ANNEXES	- 13 -

ELEMENTS DE CONTEXTE

PRESENTATION DE L'ARCOM

Créée par la loi n° 2021-1382 du 25 octobre 2021, l'Arcom est l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, née de la fusion du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi).

Autorité publique indépendante dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat et d'une gestion budgétaire et comptable autonome, l'Arcom est constituée d'un collège de neuf membres, désignés par cinq autorités de nomination différentes, pour des mandats de six ans non renouvelables.

Pour assurer ses missions, l'Arcom compte un plafond d'emplois de 380 ETPT et dispose de plusieurs services placés sous l'autorité de son président et sous la responsabilité du directeur général :

- La direction administrative, financière et des systèmes d'information ;
- La direction de la télévision et de la vidéo à la demande ;
- La direction de la radio et de l'audio numérique ;
- La direction des plateformes en ligne ;
- La direction des publics, du pluralisme et de la cohésion sociale ;
- La direction juridique ;
- La direction des études, de l'économie, et de la prospective ;
- La direction de la création ;
- La direction des affaires européennes et internationales ;
- La direction de la communication ;
- Le secrétariat du collège et des territoires ;
- L'agence comptable.

Enfin, pour assurer la déclinaison locale des actions de l'Autorité, cette dernière s'appuie sur seize comités techniques de l'audiovisuel (Arcom locales), présents en métropole et outre-mer.

L'Autorité de régulation exerce les missions principales suivantes

- Protéger la création et ses acteurs ;
- Veiller aux équilibres économiques du secteur audiovisuel ;
- Superviser les moyens mis en œuvre par les plateformes en ligne pour protéger les publics tout en garantissant la liberté d'expression ;
- Garantir le pluralisme politique sur les antennes ;
- Gérer et attribuer les fréquences ;
- Protéger tous les publics sur les médias audiovisuels et en ligne, réaliser des études et les partager.

Une description de l'organisation et du rôle de l'Autorité de régulation est disponible sur le site <http://www.arcom.fr>.

Le siège de l'Arcom se situe : IMMEUBLE LE DAUM'N sis 2 à 10 rue Brahms, 104 bis rue de Reuilly, 1 à 9 allée Vivaldi et 183 à 185 avenue Daumesnil - 75012 PARIS.

L'effectif de l'Arcom est de 354 personnes dont 41 au sein des « Arcom » locales.

CONTEXTE LEGISLATIF ET MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE DE L'ACTION DE L'AUTORITE EN LA MATIERE

Améliorer la représentation de la diversité de la société française sur les médias audiovisuels, particulièrement sur les antennes des services de télévision utilisant la ressource hertzienne rare, constitue l'une des priorités de l'Arcom.

L'Arcom, déjà détentrice depuis 2012 du label Diversité, et du label Egalité professionnelle depuis octobre 2017, les a renouvelés en 2024.

*

En 2000, le CSA (Arcom) a fait réaliser la première étude quantitative sur la représentation de la diversité de la société française à la télévision.

Il a ensuite introduit dans les conventions de chacune des télévisions privées l'obligation de prendre en considération, dans la représentation à l'antenne, la diversité des origines et des cultures de la communauté nationale.

Parmi les dates importantes, peuvent être notamment rappelées la participation du Conseil en 2003 au colloque « Ecrans pâles » et la remise, en octobre 2006, d'un rapport de synthèse des actions des chaînes en matière de représentation de la diversité à l'antenne.

*

La loi du 30 septembre 1986 a été modifiée par la loi pour l'égalité des chances du 31 mars 2006 aux articles 3-1, 28, 33-1, 43-11 et 45-2. Selon l'exposé des motifs de la loi précitée, son objet visait à « *mettre fin aux situations d'inégalités des chances et de discriminations dont sont victimes les populations des quartiers difficiles, particulièrement les jeunes* ». Cette loi, qui se présente comme une réponse à la crise dite « *des banlieues* » de l'automne 2005, part du constat selon lequel « *les discriminations, directes ou indirectes, sont particulièrement importantes pour les personnes habitant des quartiers défavorisés et pour celles issues de l'immigration ou encore originaires des départements et territoires d'outre-mer* ».

En complétant l'article 3-1 de la loi du 30 septembre 1986, cette loi a donné une base législative à l'action entreprise par le Conseil supérieur de l'audiovisuel sur une base conventionnelle. Cet article définit le rôle et les missions du Conseil, devenu l'Arcom, par un alinéa aux termes duquel : « *L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique contribue aux actions en faveur de la cohésion sociale et à la lutte contre les discriminations dans le domaine de la communication audiovisuelle. Elle veille, notamment, auprès des éditeurs de services de radio et de télévision, compte tenu de la nature de leurs programmes, à ce que la programmation reflète la diversité de la société française. Elle rend compte dans son rapport annuel de l'action des éditeurs de services dans ce domaine* ».

*

En janvier 2007, afin d'exercer pleinement les nouvelles compétences que lui avait confiées la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, le Conseil a créé en son sein le groupe de travail relatif à la diversité qui avait procédé à une série d'auditions afin de recueillir l'analyse de chercheurs, d'organismes publics et d'associations. Il avait souhaité également recueillir l'expérience de personnalités dont le parcours lui semblait particulièrement riche d'enseignements avant d'auditionner les représentants des chaînes gratuites de la télévision numérique terrestre.

Il ressortait de ces auditions la nécessité de mieux appréhender la diversité. A cette fin, lors de l'Assemblée plénière du 17 juillet 2007, le Conseil supérieur de l'audiovisuel avait décidé de procéder à une nouvelle mesure quantitative de la diversité à l'antenne et de

l'accompagner d'indicateurs qualitatifs. Lors de cette même assemblée plénière, le Conseil a décidé la création d'un Observatoire de la diversité dans les médias audiovisuels afin, notamment, d'accompagner la réalisation de l'étude et de formuler des propositions à son attention.

Le 11 mars 2008, le Conseil avait donc mis en place un Observatoire de la diversité dans les médias audiovisuels. Ce dernier était constitué de membres du collège du Conseil et de personnalités qualifiées telles que Patrick Simon, Benjamin Stora, Michel Wieviorka, etc., afin, d'une part, de suivre les politiques mises en œuvre par les télévisions en matière de diversité prise dans toutes ses composantes (origine, genre, CSP, handicap...) et, d'autre part, de guider les travaux du Conseil ainsi que ceux des chercheurs et chercheuses qui collaborent avec lui.

*

L'étude réalisée en 2008 à la demande du Conseil a porté sur la perception de la diversité de la société française à l'antenne des chaînes gratuites de la télévision numérique terrestre et de Canal +, selon les critères du genre, des catégories socioprofessionnelles, de l'origine supposée. L'étude ne concernait que les personnes prenant la parole.

Sur la période considérée, l'étude a mis en évidence que les femmes, ainsi que les catégories socioprofessionnelles les moins favorisées, en particulier les ouvriers et les employés, étaient sous-représentées au regard de leur présence dans la société française. Elle a aussi mis en exergue que la perception de la diversité des origines des personnes représentées à la télévision, bien que thème de société largement relayé par les médias, a très peu progressé ces dix dernières années. Enfin, elle a fait ressortir que plus les programmes s'approchent de la réalité quotidienne des Français, moins la diversité des origines est perceptible, en particulier s'agissant des fictions françaises, des sujets des journaux télévisés traitant de l'actualité française et des divertissements, tels que les jeux, qui font appel à la présence d'animateurs / animatrices et à la participation du public.

A la suite de la publication le 12 novembre 2008 de ces résultats, le Conseil a décidé de réaliser, pendant au moins trois ans, un « baromètre » annuel destiné à évaluer la perception de la diversité de la société française à la télévision.

Le Conseil a ensuite invité chaque éditeur à participer, en décembre 2008, à une réunion de travail afin, d'une part, d'examiner les résultats de l'enquête le concernant et, d'autre part, d'évoquer, dans le cadre d'une collaboration constructive, des objectifs concrets et précis d'amélioration de la représentation de la diversité sur leur antenne.

*

La nécessité d'une meilleure représentation de la diversité de la société française est mentionnée dans plusieurs articles de la loi n° 2009-258 du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision. Une des cinq dispositions adoptées concerne l'établissement d'un rapport annuel par le Conseil remis au Parlement qui rend compte des actions des éditeurs de services de télévision en matière de programmation reflétant la diversité de la société française et propose les mesures adaptées pour améliorer l'effectivité de cette diversité dans tous les genres de programmes. Les données rassemblées dans les « baromètres » de la perception de la diversité ont alimenté les rapports remis en 2010 et 2011.

Conformément à la loi, France Télévisions doit refléter dans sa programmation la diversité de la société française et veille à engager une action adaptée pour améliorer la présence de cette diversité dans les programmes. Le cahier des charges de la société nationale de programme définit ses obligations, notamment celles qui sont liées à la lutte contre les discriminations, par le biais d'une programmation reflétant la diversité de la société française.

*

Le Conseil a souhaité inscrire la représentation de la diversité de la société française au cœur des priorités des télévisions en incitant chaque éditeur, tout en tenant compte de sa situation, à favoriser l'expression de cette diversité en prenant des mesures concrètes destinées à améliorer de manière pérenne sa représentation dans les programmes.

A cette fin, il a adopté le 10 novembre 2009 une délibération relative à la représentation de la diversité de la société française dans les programmes des chaînes nationales hertziennes gratuites et de Canal +. Chaque éditeur propose à l'Arcom des engagements d'amélioration en matière de représentation de la diversité à différents stades, notamment à la commande des programmes et à l'antenne. Ainsi, chaque année, l'éditeur propose à l'Arcom un engagement précis et concret de progression de la représentation de la diversité dans ses programmes, en particulier dans certains genres comme les émissions d'information, jeux, divertissements et fictions inédites. L'Arcom communique à chaque éditeur les résultats du baromètre le concernant. Elle publie les engagements et leur réalisation dans le rapport qu'elle établit chaque année en application de l'article 3-1 de la loi du 30 septembre 1986.

*

Une nouvelle étape a été franchie en 2017 : la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, donne au Conseil la mission supplémentaire de veiller « [...] à ce que la diversité de la société française soit représentée dans les programmes des services de communication audiovisuelle et que cette représentation soit exempte de préjugés. ».

C'est au regard de cette évolution législative et face à la stagnation des résultats du baromètre constatée ces dernières années que l'Arcom a décidé d'affiner son étude du baromètre, en accordant une attention particulière à la qualité de la représentation, tout en conservant des données quantitatives sur la présence des différentes catégories de personnes étudiées pour suivre l'évolution de la représentation sur le long terme. L'Arcom souhaite également que l'étude diversité et l'étude femme soit fusionnées, comme cela était le cas avant 2015, afin de garantir une meilleure lisibilité des résultats. Enfin, le critère de sélection des programmes sera désormais fondé sur l'audience.

Ces évolutions répondent également à une demande des éditeurs, qui estiment pour certains qu'une méthodologie quasi exclusivement quantitative et ne prenant pas en compte de critère d'audience ne permet pas de refléter leur politique éditoriale.

Le rapport 2024 du baromètre de la représentation de la diversité réalisée par l'Arcom et portant sur les années 2013-2023 est joint en annexe 1.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la réalisation de l'étude sur la perception de la diversité de la société dans les médias audiovisuels (télévisions, radios et SMAD) et sur la perception des programmes représentatifs de la diversité par les publics, avec une partie chiffrée barométrique effectuée chaque année, portant sur les caractéristiques perçues des personnes représentées et la manière dont elles sont représentées dans le programme. Il peut être complété, à la demande de l'Arcom, par des heures de programmes supplémentaires ou par une étude qualitative de perception par les publics supplémentaire. Le cas échéant, l'Arcom en informera préalablement le titulaire du marché public (ci-après « le titulaire ») et lui transmettra un bon de commande.

La réalisation de l'étude sur la perception de la diversité de la société dans les médias audiovisuels permet de rendre compte de la représentation de la diversité dans les

programmes à un instant T et vise à identifier les possibles distorsions par rapport à ce qu'est l'état de la société française. Elle s'inscrit dans la réalisation des missions de l'Arcom inscrites à l'article 3-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication qui consistent, d'une part, à veiller « à ce que la diversité de la société française soit représentée dans les programmes des services de communication audiovisuelle et que cette représentation soit exempte de préjugés. » et « à ce que la programmation reflète la diversité de la société française. » et, d'autre part, à assurer « le respect des droits des femmes dans le domaine de la communication audiovisuelle [en veillant] d'une part, à une juste représentation des femmes et des hommes dans les programmes des services de communication audiovisuelle et, d'autre part, à l'image des femmes qui apparaît dans ces programmes, notamment en luttant contre les stéréotypes, les préjugés sexistes, les images dégradantes, les violences faites aux femmes et les violences commises au sein des couples. Dans ce but, elle porte une attention particulière aux programmes des services de communication audiovisuelle destinés à l'enfance et à la jeunesse. ».

Les données recueillies concernent les caractéristiques du programme, la représentation des personnes indexées et les sujets traités. Cette étude se compose également d'un volet qualitatif relatif à la perception des programmes représentatifs de la diversité par les publics.

ARTICLE 2 - PRESTATIONS ATTENDUES

Le Titulaire s'engage à réaliser l'étude :

- sur un périmètre déterminé par l'Arcom (2.1), certaines prestations pouvant être ajoutées au moyen d'un bon de commande (2.2) ;
- avec les compétences requises (2.3) ;
- en suivant une méthodologie déterminée par l'Arcom (2.4) ;
- en collaborant avec l'Arcom (2.5).

2.1. PROGRAMMES A ETUDIER

- L'Arcom indique au titulaire les programmes à étudier (TV/Radios/SMAD), sur la base d'un calcul tenant compte de l'audience de ces programmes.
- L'étude porte sur un volume horaire annuel d'environ 800 heures de programmes dont la liste sera communiquée au titulaire.
- Le baromètre porte chaque année sur une partie des genres de programmes diffusés que l'on peut regrouper en deux « familles » : les programmes d'information et les programmes de divertissement :

« Famille » de genre de programmes	Sous-genres concernés
Programmes de divertissement : Fiction ; divertissements ; Sport	Cinéma
	Série
	Téléfilm
	Animation
	Feuilleton
	Jeu
	Musique : variétés, concert
	Vidéomusique
	Magazine sportif
	Retransmission sportive
Programmes d'information : Information ; Magazines ; Documentaires	Autre
	Journal
	Magazine d'information
	Emission de service
	Magazine
	Documentaire
	Autre

2.2. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

2.2.1. Ajout d'un volume de programmes supplémentaire

En fonction des besoins de l'Arcom, des volumes de programmes à étudier pourront être ajoutés à l'étude. Le cas échéant, l'Arcom en informera préalablement le titulaire et lui transmettra un bon de commande.

Le coût d'indexation d'une heure de programme supplémentaire est indiqué par le titulaire dans le bordereau de prix unitaire. Les modalités de commande sont décrites à l'article 5 du CCAP.

2.2.2. Ajout d'une étude qualitative sur la perception des programmes

En fonction de ses besoins, l'Arcom pourra demander à ce que soit réalisée une étude qualitative supplémentaire (en plus de celles prévues en 2025 et 2026) sur la perception des programmes représentatifs de la diversité de la société française et de la parité entre les femmes et les hommes par les publics. Le cas échéant, l'Arcom en informera préalablement le titulaire par la notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle.

2.3. COMPETENCES RECHERCHEES

- L'indexation, l'analyse des résultats, la rédaction du rapport d'analyse et la réalisation de l'étude de perception des programmes par les publics requièrent des compétences en sciences humaines et sociales, des compétences d'évaluations des politiques publiques ainsi qu'une maîtrise des sujets sociétaux.
- Les personnes qui travaillent sur l'analyse et la rédaction de l'étude doivent avoir participé au visionnage des programmes.
- Un titulaire d'une thèse en sciences humaines et sociales travaillant sur le projet est un plus.
- Une compétence en statistiques est un plus, des tests statistiques sur les données devant être réalisés afin de déterminer les facteurs influents.
- Le titulaire a une bonne connaissance du milieu de la recherche dans la mesure où il lui sera demandé de mobiliser des travaux de recherche universitaire afin d'affiner les analyses de l'étude.
- Le titulaire mobilise son expertise sur les questions sociétales afin de mettre en regard les résultats statistiques avec les supports institutionnels existants concernant les questions sociétales.

2.4. METHODOLOGIE

La méthode repose sur l'observation des programmes et l'indexation de toutes les personnes figurant dans les programmes. Le travail d'indexation consiste à recueillir des données relatives aux personnes locutrices, ainsi que des données relatives au contenu des programmes.

2.4.1 Critères relatifs à la personne

- Critères socio-démographiques et professionnels
- Fonction de la personne dans le programme
- Manière d'être représentée dans le programme

2.4.2 Critères relatifs au contenu du programme

- Thématiques abordées et leur traitement

Chaque programme doit être indexé dans le respect des consignes données par l'Arcom. Un modèle de tableau d'indexation sera communiqué au prestataire sélectionné.

La méthodologie pourra être précisée ou adaptée pour l'étude.

2.5. COLLABORATION ENTRE LE TITULAIRE ET L'AUTORITE

2.5.1. Formation par l'Arcom

L'ensemble des membres travaillant sur l'étude suivront une formation relative à l'indexation des programmes, délivrée par l'Arcom. Elle délivrera une formation d'une durée allant d'un à trois jours. Si des personnes rejoignent l'équipe en cours d'exercice, elles devront également être formées par l'Arcom. Les modalités de mise en œuvre de cette formation seront décidées entre les deux parties.

2.5.2. Arbitrage soumis à l'Arcom

Le titulaire doit informer l'Arcom de toute question, doute ou autre événement nécessitant un arbitrage, survenus au cours de l'indexation. Le titulaire pourra également, de manière générale, informer l'Arcom des difficultés éventuelles ou des éléments nécessitant un arbitrage, rencontrés pendant l'étude. Le titulaire adresse si nécessaire, à l'issue de chaque étude annuelle, des suggestions d'évolutions méthodologiques ou d'amélioration de l'étude.

2.5.3. Evolutions méthodologiques

Les éléments susmentionnés peuvent mener à des évolutions méthodologiques et des critères d'indexation que l'Arcom pourra formaliser dans une version amendée de sa méthodologie, au cours de l'étude ou à l'issue de l'étude. Les évolutions méthodologiques arbitrées en cours d'étude peuvent être applicables immédiatement, sauf mention contraire de l'Arcom.

Les évolutions méthodologiques peuvent également émaner de l'analyse des colonnes « commentaires » effectuées par le titulaire.

Les précisions et adaptations méthodologiques marginales n'entraînent pas de surcoût. Seuls les éléments listés à l'article 2 paragraphe 2 du présent contrat sont susceptibles d'engendrer un coût supplémentaire.

2.5.4. Participation des agents de l'Arcom

La possibilité d'accueillir un à trois agents de l'Arcom afin de suivre la réalisation de l'étude est une nécessité en raison des contrôles qualité nécessaires pendant la phase d'indexation.

2.5.5. Suivi et envoi des productions

Le titulaire met en place les mesures procédurales pour garantir la sécurité du traitement, dont l'intégrité et la confidentialité des données conformément au Règlement européen en vigueur portant sur la protection des données personnelles.

Le titulaire doit réaliser des points d'étape intermédiaires avec l'Arcom durant les différentes phases de l'étude.

Une fois l'indexation terminée, le titulaire doit transmettre l'ensemble des données brutes à l'Arcom. Les données sont conservées par l'Arcom jusqu'à publication du rapport. Dès sa publication, les données sont anonymisées. L'Arcom peut également solliciter le titulaire afin d'obtenir des données au fur et à mesure de l'étude. Cette dernière, se réserve le droit d'effectuer des contrôles sur les données indexées et d'exiger une rectification de la part du titulaire si des erreurs d'indexation ont été réalisées, en contradiction avec la méthodologie applicable.

La détermination des croisements pertinents est présentée à l'Arcom et peut être discutée avec elle. Dans le cadre de l'envoi par le titulaire de ses productions finales, l'Arcom se réserve la possibilité de lui adresser une demande de graphiques spécifiques.

Le titulaire soumet l'étude rédigée, l'essentiel et le support de présentation à l'Arcom. Celle-ci peut demander que des modifications soient effectuées par le titulaire afin que le rendu final soit conforme aux besoins de l'Arcom. Ces modifications peuvent porter sur le plan, l'esthétique, la tonalité, les angles d'analyse, les chiffres mis en avant, les autres sources citées, ou tout autre élément jugé pertinent par l'Arcom.

2.6. VOLET QUALITATIF : ETUDES SUR LA PERCEPTION DES PROGRAMMES

Le titulaire réalisera deux études qualitatives sur la perception des programmes représentatifs de la diversité de la société française et de la parité entre les femmes et les hommes par les publics. La première sera réalisée en 2025 (sur les contenus informatifs), la seconde en 2026 (sur les contenus divertissants). La méthodologie de l'étude de perception, réalisée au moyen d'entretiens qualitatifs, sera proposée par le titulaire en réponse au présent appel d'offres et sera un critère de sélection du titulaire. L'Arcom pourra faire des suggestions d'ajustement à la méthodologie proposée afin de satisfaire au mieux à ses besoins.

Pour l'année 2027, le déclenchement de l'étude qualitative se fera par la notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle.

ARTICLE 3 - LIVRABLES ET DELAIS

3.1. Livrables

3.1.1. Données brutes

A l'issue de la phase d'indexation, le titulaire remet à l'Arcom :

- le fichier d'indexation brute des programmes, livré dans un fichier Excel ;
- un bilan de l'indexation, reprenant les questions et arbitrages survenus au cours de l'indexation, livré dans un fichier Word.

3.1.2. Etude

3.1.2.1. Liste des éléments à transmettre

A l'issue de la phase de rédaction, le titulaire remet à l'Arcom :

- l'ensemble des graphiques réalisés, livrés dans un fichier Excel ;
- les analyses et les tests statistiques effectués sur les données, livrés dans un fichier Excel ;
- le rapport d'analyse des résultats d'indexation livré dans un fichier Word et dans un fichier PDF ;
- une synthèse du rapport d'analyse livrée dans un fichier Word et dans un fichier PDF ;
- un support de présentation du rapport d'analyse livré dans un fichier Power Point et dans un fichier PDF ;
- un bilan de la réalisation de l'étude par le titulaire, reprenant les questions, les difficultés éventuelles et les arbitrages survenus tout au long de l'étude, ainsi que des suggestions d'amélioration de l'étude, livré dans un fichier Word.

3.1.2.2. Présentation orale

A la demande de l'Arcom, le titulaire effectue une présentation orale des résultats de l'étude devant les services et/ou le collège de l'Arcom. La date à laquelle la présentation aura lieu est fixée par les services de l'Arcom. Le titulaire en est informé au plus tard 8 jours avant ladite date.

3.1.2.3. Formalisme

L'étude, la synthèse et la présentation doivent respecter la charte graphique de l'Arcom. La rédaction doit adopter un ton institutionnel. L'étude doit être rédigée et illustrée, notamment par des graphiques et des extraits imagés issus de l'échantillon visionné.

3.1.2.4. Contenu de l'étude

L'étude sur la représentation de la diversité de la société française doit être réalisée selon les modalités suivantes :

a) Analyse des données et interprétation statistique

Le prestataire analyse les données issues du visionnage et les traduit en résultats statistiques. Il réalise des tests statistiques à partir des données afin, lorsque l'échantillon le permet, de faire état des facteurs qui exercent l'influence la plus déterminante sur la représentation ou, au contraire, sur l'exclusion de certains groupes. Il analyse le texte des colonnes de commentaires afin d'identifier d'autres phénomènes qui ne seraient pas identifiables à travers les données chiffrées.

b) Propositions d'analyses approfondies

Au regard de son expertise et de son expérience de visionnage, le prestataire propose des analyses complémentaires, qui peuvent notamment porter sur :

- Les rôles et fonctions occupées par les différentes composantes de la société ;
- Les interactions et dynamiques de pouvoir implicites entre les différents groupes ;
- La révélation de biais véhiculés par le langage, par exemple afin de repérer, la présence de stéréotypes ou une variation de langage selon les personnes interlocutrices ;

- Les croisements entre les différents critères indexés et notamment sur le cumul de critères de discrimination ;
- Les arcs narratifs dans les fictions et les types de récits associés aux différents groupes ;
- Les choix de réalisation et de production ;
- L'impact visuel et sonore des contenus étudiés (analyser le cadrage, la mise en scène des différents groupes, le regard adopté par la caméra, les choix musicaux associés, les représentations visuelles – costumes, maquillage...- et esthétique (couleurs, ambiances...).

Cette approche complémentaire permettra de contextualiser les résultats et d'identifier les domaines nécessitant des améliorations. En intégrant ces analyses plus poussées au baromètre existant, l'Arcom obtiendra un outil d'évaluation plus complet et nuancé de la diversité et de la parité dans les programmes audiovisuels. Cela permettra non seulement de mesurer la présence des différents groupes, mais aussi d'évaluer la qualité et l'impact de leur représentation.

Le titulaire décrira dans son offre les propositions d'analyses approfondies qu'il mettra en œuvre dans le cadre de la réalisation de cette prestation.

c) Cadre narratif de l'étude

L'étude est construite autour d'une trame narrative.

d) Mise en relation avec d'autres sources de référence

Les résultats chiffrés seront mis en relation avec d'autres études sociétales, des supports institutionnels ou toute autre source sérieuse pertinente (voir annexe 2 pour exemple). Ils peuvent également être comparés avec les standards internationaux et les études similaires réalisées à l'étranger.

e) Inclusion d'un ou plusieurs regards experts

Le regard de personnes expertes, en particulier de chercheurs ou chercheuses universitaires est inséré dans l'étude (voir pour exemple annexe 3). Cela peut prendre la forme d'encart, de citation, d'extrait d'entretien...

f) Recommandations pour les services de médias audiovisuels

Le prestataire propose à l'Arcom une liste de recommandations à adresser aux services de médias audiovisuels.

3.1. Délais

Les études seront réalisées et leurs résultats communiqués à l'Arcom selon le rythme suivant :

- 1) une étude portant sur l'année 2024 : l'Arcom disposera des résultats de l'indexation au plus tard le 1er décembre 2025, d'une première version de l'étude rédigée (incluant également le volet qualitatif de l'étude) au plus tard le 15 janvier 2026 et de l'ensemble des éléments à fournir dans leur version définitive au plus tard le 30 janvier 2026 ;

- 2) une étude portant sur l'année 2025 : l'Arcom disposera des résultats de l'indexation au plus tard le 1er juin 2026, d'une première version de l'étude rédigée (incluant également le volet qualitatif de l'étude) au plus tard le 1er septembre 2026 et de l'ensemble des éléments à fournir dans leur version définitive au plus tard le 1er octobre 2026 ;
- 3) une étude portant sur l'année 2026 : l'Arcom disposera des résultats de l'indexation au plus tard le 1er juin 2027, d'une première version de l'étude rédigée (incluant, le cas échéant, le volet qualitatif de l'étude si celui-ci devait être reconduit) au plus tard le 1er septembre 2027 et de l'ensemble des éléments à fournir dans leur version définitive au plus tard le 1er octobre 2027.

ARTICLE 4 - LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Rapport 2024 de l'Arcom sur la représentation de la diversité de la société française à la télévision, rétrospective 2013-2023
- Annexe 2 : Étude sur la représentation des femmes dans les publicités télévisées, Arcom, 2023
- Annexe 3 : Étude INA – « Ce que révèlent cinq années de traitement médiatique des violences sexistes et sexuelles », 2024